

Convention collective

IDCC : **3210** | **BANQUE POPULAIRE**
(15 juin 2015)

Avenant du 7 novembre 2025

portant prorogation de l'accord du 24 juin 2022
relatif à la sécurité du personnel des agences bancaires

NOR : ASET2650037M

IDCC : 3210

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

BPCE,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFTC ;

UNSA ;

SNB CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le 24 juin 2022, un accord relatif à la sécurité du personnel des agences bancaires au sein de la branche Banque populaire a été signé entre le groupe BPCE, le SNB CFE-CGC et la CFTC.

Cet accord est arrivé à échéance le 24 juin 2025, et les parties s'entendent sur le besoin d'accorder davantage de temps à la préparation du futur accord relatif à la sécurité du personnel des agences bancaires.

Il a donc été décidé par les parties de proroger l'ensemble des dispositions de l'accord relatif à la sécurité du personnel des agences bancaires du 24 juin 2022 selon les modalités suivantes.

Article 1^{er} | Objet

Le présent avenant a pour objet la prorogation de l'ensemble des dispositions de l'accord relatif à la sécurité du personnel des agences bancaires conclu le 24 juin 2022 dans l'attente de son renouvellement, qui sera travaillé au cours du premier semestre de l'année 2026.

Article 2 | Dispositions générales

Article 2.1 | Durée et entrée en vigueur de l'avenant

Le présent avenant prend effet, de manière rétroactive, à compter du 25 juin 2025. Il cessera automatiquement de produire effet le 30 juin 2026.

Les parties conviennent que si un accord relatif à la sécurité du personnel des agences bancaires est conclu avant le 30 juin 2026, les dispositions de cet accord se substitueront de plein droit et sans délai aux dispositions ayant le même objet, prévues par l'accord relatif à la sécurité du personnel des agences bancaires du 24 juin 2022.

Article 2.2 | Dépôt et publicité

Le présent avenant est notifié par BPCE à l'ensemble des organisations syndicales reconnues représentatives au niveau du groupe.

Le présent avenant donnera lieu à dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail. Il sera déposé :

- sur la plateforme de téléprocédure dénommée « Télé Accords » accompagné des pièces prévues à l'article D. 2231-7 du code du travail ;
- et en un exemplaire auprès du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 7 novembre 2025.

(Suivent les signatures.)